

**Assemblée générale ordinaire de l'ASS Société coopérative des
sélectionneurs du mercredi 18 janvier 2012
Halle des Fêtes de Payerne**

Discours d'introduction du Directeur

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les invités,
Mesdames et Messieurs les sociétaires de l'ASS,

Je vous souhaite à mon tour la cordiale bienvenue à notre Assemblée Générale.

En préambule de mon rapport technique, permettez-moi de partager quelques réflexions générales.

Les semences et plants constituent le pilier de notre alimentation et par conséquent de la sécurité alimentaire en général. Ils sont les garants de la production agro-alimentaire en terme de productivité comme de qualité. Leur importance devrait encore augmenter à l'avenir car nous devons nourrir neuf milliards de personnes à l'horizon 2050.

Pour y parvenir, il faudra pratiquement doubler la production mondiale de denrées alimentaires. Partant de ce constat, les pays du G20 ont récemment pris des engagements pour augmenter durablement la production agricole. Le défi est d'autant plus grand que la crise alimentaire mondiale se détériore inexorablement depuis 2005. Un milliard d'être humains sont actuellement sous-alimentés, soit 15 % de la population mondiale. L'ONU a même affirmé en mars 2011 que « cette situation était la conséquence d'une politique ayant négligé les petits paysans » et « que nous allions droit dans le mur, si des changements révolutionnaires n'étaient pas réalisés ».

Pour relever ce grand défi alimentaire, nous aurons besoin de chaque mètre « carré » de terre arable, y compris dans les pays favorisés où les frais de production sont plus élevés. Les experts s'accordent sur le fait que les pays du Nord (Europe, Amérique) auront un rôle majeur à jouer dans l'approvisionnement alimentaire mondial. Ils disposent d'un grand potentiel de production qui ne devrait pas subir d'effet négatif lié au changement climatique, et auront une démographie stable.

Malgré la petitesse de la Suisse, nous devons assumer nos responsabilités et diminuer à l'avenir notre dépendance de l'étranger. Chaque calorie importée est une calorie de moins dans les pays du Sud. De plus, une certaine souveraineté alimentaire est nécessaire et légitime pour garantir la sécurité de notre approvisionnement en toutes situations, pour préserver nos traditions alimentaires et maintenir nos filières agricoles (places de travail, valeur ajoutée).

Nous disposons en Suisse d'un savoir-faire précieux avec un haut niveau de qualité et un grand professionnalisme. Ces valeurs constituent un atout pour l'avenir. Il est important de garder une vision à long terme et de tout mettre en œuvre pour assurer le maintien d'une agriculture productive et performante.

Pour y parvenir, je me permets de formuler quelques vœux pour 2012.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la PA 2014-2017, il est primordial que les autorités fédérales prennent en compte nos revendications. Les mesures suivantes sont particulièrement importantes :

- Mettre la priorité sur les contributions à la sécurité de l'approvisionnement et aux paysages cultivés dans le futur système des paiements directs.
- Introduire au plus vite une contribution supplémentaire de CHF 300.- / ha pour les céréales fourragères.
- Renoncer à toute nouvelle baisse des droits de douane (danger des accords bilatéraux !).

Avec la nomination de M. Bernard Lehmann à la direction de l'OFAG, j'espère vivement que nos demandes soient prises en considération.

Concernant notre auto-approvisionnement très faible en matières premières fourragères (40 à 50 %), un plan d'action à moyen et long terme avec des objectifs précis me paraît indispensable. Je salue à ce sujet le projet de la FSPC intitulé « Vision céréales, oléagineux et protéagineux 2025 » qui a le courage de proposer des objectifs d'auto-approvisionnement de 90 % pour les céréales panifiables et de 75 % pour les céréales fourragères. Pour 2012, j'émet le vœu que cette vision soit prise en considération par les autorités fédérales avec la fixation de mesures adéquates.

Dans le cadre de la stratégie Biodiversité du Conseil fédéral, il me paraît important de considérer à leur juste valeur toutes les surfaces déjà dédiées à cette fonction, ceci dans les zones agricoles et forestières. Il n'est plus possible d'augmenter ces surfaces car cela accentuerait encore notre dépendance alimentaire. En comparaison internationale, nous avons déjà en Suisse un niveau très élevé de prestations écologiques et de biodiversité.

Avec le haut niveau de qualité de notre production et les exigences qualitatives croissantes sur le marché, une recherche agronomique forte et performante est primordiale. Les mesures d'économie à répétition fragilisent nos stations de recherche et en conséquence notre branche. J'invite les autorités fédérales à stopper ce démantèlement et à plus investir dans la recherche agronomique, comme ceci est le cas dans d'autres secteurs.

Pour terminer, je me permets de formuler un vœu quelque peu utopique. Il serait temps que les grandes puissances gouvernementales admettent que le système économique mondial actuel est mal approprié pour les denrées agro-alimentaires. La volatilité des prix est trop grande et de plus en plus imprévisible en raison de l'influence croissante de facteurs aléatoires (spéculation, taux de changes, fluctuations de rendements, accidents climatiques). Une telle volatilité n'est pas compatible avec la durée des cycles de production agricole. Ceci met en danger la sécurité alimentaire. Admettre les failles du système actuel permettrait d'inventer de nouvelles règles plus appropriées pour l'avenir.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les invités, Mesdames et Messieurs les sociétaires, je vous remercie de votre attention.

Didier Peter
Directeur de l'ASS